

**L'ARGENT EXISTE
MAIS PAS POUR LES SERVICES PUBLICS
NI POUR LES AGENTES ET LES AGENTS de la DGFIP !!**

STOP A L'AUSTERITÉ

Pendant que certains se gavent

Les milliards coulent à flots pour les plus riches et les grandes entreprises :

- **415 milliards d'euros** pour la Loi de programmation militaire, auxquels s'ajoutent **36 milliards supplémentaires** ;
- **211 milliards d'euros** d'aides publiques versés chaque année aux entreprises, sans véritables contreparties, sans contrôle et sans évaluation ;
- **90 milliards d'euros** de niches fiscales, dont un tiers profite à seulement **28 grands groupes** ;
- **80 à 100 milliards d'euros** échappent chaque année au budget de l'État à cause de l'évasion et de la fraude fiscales ;
- **13 335 millionnaires** n'ont payé **aucun impôt sur le revenu en 2024**, grâce à l'optimisation fiscale ;
- **98 milliards d'euros** de dividendes distribués en 2024 par les 40 plus grandes entreprises françaises ;
- **60 % du patrimoine** est détenu par seulement **10 % de la population**.

La Fonction publique est mise à la diète !

Le gouvernement choisit une nouvelle fois de faire payer les services publics et leurs personnels :

- **36 milliards d'euros de coupes** dans le budget de l'État 2026 ;
- **11 milliards supplémentaires** de gels, d'annulations et de nouvelles coupes budgétaires ;
- **800 millions d'euros** d'économies imposées à la Sécurité sociale, avec une offensive contre les arrêts maladie ;
- Suppression de milliers d'emplois publics, dont **550 postes à la DGFIP**.

À la DGFIP, les agents paient l'addition !

Depuis des années, les personnels subissent :

- un **pouvoir d'achat en chute libre** avec un point d'indice gelé, la suppression de la GIPA, le jour de carence et la baisse de rémunération en congé maladie ;
- des remises en cause incessantes des droits : autorisations spéciales d'absence, congés pour raison de santé, temps partiel thérapeutique...
- des suppressions d'emplois qui dégradent les conditions de travail, augmentent les charges, favorisent les restructurations permanentes et une industrialisation des missions ;
- une souffrance au travail grandissante, alimentée par des politiques managériales toujours plus brutales.

Et comme si cela ne suffisait pas, des collègues se voient aujourd'hui réclamer des remboursements d'indus parfois de plusieurs milliers d'euros, alors que ces erreurs sont exclusivement imputables à l'administration !

La CGT FINANCES PUBLIQUES 77 REFUSE CETTE POLITIQUE

L'argent existe ! Il doit servir à financer les services publics, l'emploi, les salaires, les missions de la DGFIP, plutôt que les cadeaux fiscaux et les privilèges des plus riches !!

La CGT Finances publiques 77 revendique :

- la valorisation immédiate de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation,
- le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat,
- la refonte des grilles indiciaires, la reconnaissance des qualifications,
- l'égalité salariale et de carrière Femmes / Hommes
- l'abrogation du jour de carence et de la retenue de 10 % du salaire lors des arrêts maladie,
- un plan de titularisation des contractuel(le)s pour mettre fin à la précarité, un plan pluriannuel de formations qualifiantes,
- la remise en place du dispositif de la GIPA.

Pour l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie au travail de tou(te)s les fonctionnaires,

La CGT Finances publiques 77 appelle les agent(e)s de la DDFiP 77 :

- à participer nombreu(ses)x au « Village CGT » de la Fonction publique au pied de Bercy le 8 septembre 2026 de 16h à 20h !
- à faire grève et à manifester le mardi 29 septembre 2026 !

Il est grand temps que tou(te)s les agent(e)s de la DGFIP fassent entendre leurs voix !

**GRÈVE LE 29 SEPTEMBRE
RAS LE BOL GÉNÉRAL DANS
TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE !**

Ne reste pas isolé(e) syndique-toi à la CGT Finances publiques

cgt.ddfip77@dgfip.finances.gouv.fr / +33 6 18 63 95 54

